

redites — il a laissé chacun face à son sujet, libre de son expression, et l'on reconnaît aisément la «patte» de chaque collaborateur. En contrepartie, et contrairement à ce qui est soutenu en préface et en avant-propos, on ne saurait parler à l'issue de ce livre d'une forte identité morbihannaise. Entre le rural et l'urbain, Vannes et Lorient, le laïque et le confessionnel, le nord et le sud de la RN 165, l'est et l'ouest du département, le littoral et l'intérieur des terres, le bleu et le blanc, le foncier et le domanier, bientôt Carnac et Monteneuf, le breton et le gallo, il y a à tout le moins plusieurs identités. Si la synthèse des grandes périodes se trouve désormais faite dans le cadre départemental, «le» Morbihan historique, lui, reste à penser.

René ESTIENNE

*Histoire de Quimper*, sous la direction de Jean KERHERVÉ. Collection «Univers de la France», Société archéologique du Finistère et Éditions Privat, 1994, 352 p.

Est-ce une nouvelle étude historique sur Quimper ? N'est-ce pas plutôt la première histoire de Quimper s'étendant des origines néolithiques à la municipalité élue en 1989 ? Sous la direction du spécialiste du duché, Jean Kerhervé, professeur à l'université de Bretagne occidentale, une équipe de chercheurs, tous membres de la Société archéologique du Finistère, a coordonné ses efforts pour «mettre à la disposition des lecteurs les acquis de la recherche ancienne et récente et créer un lien entre le discours de l'érudit local et la nécessaire remise en perspective générale qu'exige la tradition universitaire». Ainsi nous est présenté un texte cohérent de l'évolution d'une agglomération dont le géographe Lucien Le Cam, directeur honoraire de l'I.U.T. de Quimper, nous trace les composantes essentielles, au confluent des routes et de la marée, dans un site caractérisé par des vallées profondes dont celle de l'Odet dominée sur sa rive convexe au sud par un abrupt de 68 mètres, le Frugy, parure de la ville avant que l'ouragan de 1987 ne la dépouille de sa végétation. «Si le site de Quimper... a pu apparaître au départ comme éminemment favorable à la création d'une ville, il est incontestable qu'actuellement il constitue un obstacle au développement urbain». C'est ce développement urbain qui fait la trame de cette histoire, accompagnée tout au long des chapitres d'une étude démographique et sociale de l'agglomération, de l'analyse de ses problèmes économiques et politiques, sans négliger la vie de l'esprit et l'évolution des mentalités de ses habitants.

Peut-être est-ce dans l'étude des origines que se situe la plus grande nouveauté, grâce au développement de l'archéologie quimpéroise depuis 1970 et à l'intensification des fouilles conduites par Jean-Paul Le Bihan, archéologue de la ville et du département, auteur des deux premiers chapitres. S'il est en effet difficile d'accéder à une connaissance précise de la préhistoire et de la période gallo-romaine, on peut considérer aujourd'hui comme assurée l'occupation dès avant le *v<sup>e</sup>* siècle avant J.-C. du territoire actuel de Quimper, avant même l'époque des vestiges identifiés du néolithique. L'âge du fer est mieux connu : les fouilles de Quimper, notamment sur le site du Braden, ont montré une société en cours de mutation au cours du premier siècle avant J.-C. avec la diversité de ses activités économiques, ses modes de construction et ses pratiques funéraires. La population est ainsi préparée au choc culturel de la romanisation qui se produira sans heurts particuliers. La chute de la population intervient sur ces sites entre 40 avant J.-C. et 20 après J.-C., avant le véritable développement de la bourgade de Locmaria ; d'où l'hypothèse formulée par Jean-Paul Le Bihan d'agriculteurs quittant les fermes des plateaux pour s'installer progressivement sur les rives de l'Odet, s'y livrer à d'autres activités et fonder la cité gallo-romaine qui ne gagnera que lentement les collines dominant Locmaria et Quimper. Jean-Paul Le Bihan est formel : durant l'époque gallo-romaine, Quimper, qui appartient à la cité des Osismes dont le chef-lieu est à Carhaix, n'eut jamais de fonction militaire ni défensive. Dès la fin du *iii<sup>e</sup>* siècle, le déclin de la ville est vertigineux et, à l'époque où l'on éprouve le besoin de doter les sites côtiers de l'Armorique d'un système défensif, il n'y avait plus rien à protéger en ces lieux. Les vestiges étudiés naguère proviennent de bâtiments civils ou religieux. Il n'y a pas d'agglomération gallo-romaine tardive entre le Steir et l'Odet. L'expansion de la ville gallo-romaine, essentiellement le port et le marché de Locmaria, se fonde principalement sur le commerce, tandis que ses fonctions administratives, religieuses et militaires demeurent très limitées et son rôle politique inexistant.

La période qui s'étend du *v<sup>e</sup>* au *xi<sup>e</sup>* siècle, «entre légende et histoire», est celle de la naissance de Quimper dont le nom apparaît en 1085. Dans une savante dissertation à partir des *vitae* et des cartulaires, Bernard Tanguy chargé de recherche au C.N.R.S., auteur du chapitre, démontre qu'«avant d'être siège épiscopal, Quimper avait été siège du pouvoir civil et que c'est ce pouvoir civil qui en avait fait une cité épiscopale. Ce changement serait intervenu au temps où un Gradlon Plonéour gouvernait la Cornouaille», dans le cadre des réformes menées par Charlemagne et son fils Louis le Pieux.

Peut-on suivre l'auteur lorsqu'il tente de démontrer — à propos de Locmaria — que la «fontaine dite de Pabu» citée dans la donation du

comte-évêque Bénédic à l'abbaye serait la fontaine Saint-Laurent situé sur le versant est du Frugy (englobée, mais existe-t-elle encore ? dans le domaine hospitalier actuel). Sa théorie repose sur la substitution du culte de saint Laurent à celui de saint Tugdual (saint cornouaillais avant d'être trégorrois, dit aussi Pabu ou Tudy). Les archives du prieuré de Logamand en La Forêt-Fouesnant (Arch. dép., série D) dont dépendait depuis le début du XII<sup>e</sup> siècle la chapelle et la maladrerie de Saint-Laurent et qui lui-même fut annexé au collège des Jésuites de Quimper en 1622, ne confirment nullement cette substitution qui, si elle s'avérait exacte, pourrait ou devrait concerner de nombreux lieux de culte dédiés à saint Laurent aussi bien en Cornouaille qu'en Léon et petit Trégor (une église à Lambézellec, 24 chapelles dont 15 en ruine, 23 statues répertoriées, un reliquaire à Goulien, des verrières du XVI<sup>e</sup> siècle à Saint-Herbot et Notre-Dame du Cran...). Quant au «vieux monastère de Saint-Colomban» cité dans un aveu de 1689, pourquoi, avant de passer sous la règle bénédictine, aurait-il été placé sous le patronage de saint Tugdual alors que la tradition l'a maintenu sous celui de saint Colomban ?

Par contre l'existence d'un siège épiscopal gallo-romain à Locmaria ne semble plus pouvoir être retenu, le cérémonial de l'installation de l'évêque de Quimper confirmant simplement la réalité tardive d'un monastère-évêché en ce lieu avant que le siège épiscopal ne soit transféré au confluent à Quimper. La «civitas aquilonia» n'apparaît dans les textes qu'au XI<sup>e</sup> siècle ; elle désigne la «cité du nord», c'est-à-dire la cité épiscopale à laquelle est rattaché le monastère, propriété de l'évêque. Locmaria ne peut donc se prévaloir du nom d'Aquilonia. Dont acte.

Les périodes suivantes sont assurément mieux documentées et ne peuvent soulever les mêmes débats d'interprétation. Le Moyen Age est traité par Jean Kerhervé, la Renaissance et l'Ancien Régime par Tanguy Daniel président de la Société archéologique, Christel Douard ingénieur à l'Inventaire, Hervé Glorennec archiviste de la ville de Quimper, et Jean-Paul Péron professeur au lycée de Pont-l'Abbé.

A travers ces études diverses et toujours pertinentes, je constate la permanence de certaines situations : ainsi la dualité du pouvoir à Quimper partagé entre le duc successeur du comte de Cornouaille puis le roi son héritier et le seigneur évêque qui tient la ville intramuros et une grande partie de 32 paroisses de Cornouaille. A partir du XIII<sup>e</sup> siècle l'évêque devient un agent actif de la pénétration de l'influence française en Basse-Bretagne ; mais, au XVI<sup>e</sup> siècle, il est le plus souvent absent et le pouvoir épiscopal passe aux mains des chanoines du chapitre. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, l'évêque présent devient un pasteur zélé. Une autre dualité, celle du pouvoir traditionnel et du

pouvoir des bourgeois, apparaît dès 1343 lorsque ceux-ci prennent parti pour Jean de Montfort ; les bourgeois sont reconnus comme corps politique dans l'aveu à l'évêque de 1540. A l'époque contemporaine, cette dualité se poursuit à travers l'action de la préfecture et celle de la municipalité.

Autre permanence : l'importance qualitative de l'immigration et l'accueil des hommes et des modèles venus d'ailleurs. Au XIII<sup>e</sup> siècle, Quimper est connu hors d'Europe par le géographe arabe Idriss. Au cours des siècles, la ville reçoit en exil de nombreuses personnalités victimes de la raison d'État : le comte de Rennes Geoffroy Grenonat assigné à résidence en 1084 par le duc Alain Fergent y précède les exilés pour cause de religion du XVII<sup>e</sup> siècle. On rencontre aussi au XIII<sup>e</sup> siècle des prêteurs juifs, des commerçants bayonnais, florentins, italiens et espagnols, ensuite des officiers et soldats de passage et à partir du XVII<sup>e</sup> siècle de nombreux étrangers dont l'activité surtout économique — mais pas seulement si j'en juge par l'origine lointaine du greffier du présidial en 1697, Jacques Charpy — contribue à enrichir sa ville et sa contrée, tels des imprimeurs de Rouen, Marseille et Groningue, des faïenciers de Marseille, Nevers et Rouen, le célèbre «serpent» de la cathédrale originaire du Languedoc et le négociant gascon Nicolas Ricard qui de 1676 à 1714 réside à Quimper et correspond avec les marchands de toute l'Europe atlantique. «Les horizons de Quimper s'élargissent».

Durant ces siècles, les Quimpérois manifestent un intérêt permanent pour l'enseignement, le livre et la lecture. Au XIII<sup>e</sup> siècle on signale un écolâtre à la cathédrale ; au XIV<sup>e</sup> siècle est fondé à Paris le collège de Cornouaille ; au XVI<sup>e</sup> siècle, le chapitre cathédrale exerce un rôle essentiel dans l'enseignement ; au XVII<sup>e</sup> siècle est fondé à Quimper un collège des Jésuites dont l'influence jusqu'au fonds des campagnes est considérable à travers les missions du père Maunoir. Amateurs de bibliothèques et artistes, notamment orfèvres et sculpteurs, sont connus. La réputation des lettrés quimpérois s'étend au loin : au XIV<sup>e</sup> siècle Pierre Copu, un des rédacteurs de la Très Ancienne Coutume de Bretagne, au XVI<sup>e</sup> siècle les chanoines érudits Guillaume du Buys ou Jean Moreau, sous Louis XIII le gouverneur de la ville Sébastien de Rosmadec ou Guy Autret de Missirien abonné à la Gazette de Renaudot. Pour la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, Jen Quéniart a établi que «37 % des hommes et 25 % des femmes savent lire, mais que les deux tiers de la population restent illétrés, ce qui n'est pas, proportionnellement, pire qu'à Saint-Malo, beaucoup mieux qu'à Brest, mais reste très en deçà de Rennes».

L'histoire des groupes sociaux a retenu l'attention des auteurs et tous insistent à juste titre, particulièrement Jean-Paul Péron, sur les

réseaux d'alliances matrimoniales qui unissent les familles notables de la ville, grande bourgeoisie, petite aristocratie locale et classes moyennes. Cette analyse prosopographique est à la fois d'une grande nouveauté et d'un intérêt certain pour comprendre les démarches économiques et politiques des Quimpérois. L'exemple de la famille de Silgy dans l'étude de la pénétration des Lumières est le bien venu.

Les problèmes démographiques sont également étudiés. En 1450, la ville, qui compte de 4 500 à 5 000 habitants, se situe au 4<sup>e</sup> rang des cités bretonnes au niveau de Vannes et Vitré, largement devant Saint-Brieuc et Morlaix. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la population a presque doublé et atteint 9 000 habitants avant de redescendre au-dessous de 8 000 âmes à la veille de la Révolution.

Je citerai enfin une autre permanence : la vulnérabilité et l'inutilité défensive des murailles. En 1344 la ville est prise par Charles de Blois ; vingt ans plus tard, elle se rend sans combattre au duc Jean IV de Montfort, le vainqueur d'Auray. A la fin du XV<sup>e</sup> siècle au moment où expire la Bretagne autonome, une jacquerie envahit la ville en 1490, et les troupes françaises y pénètrent sans difficultés en 1491 après une résistance de pure forme. Enfin à l'époque de la Ligue en 1594, les royaux du maréchal d'Aumont s'emparent après trois jours de combats d'une ville où la résistance politique, une nouvelle fois, fait défaut. Au cours de ces temps troublés, seules échouèrent les tentatives du brigand La Fontenelle en 1595 et 1597.

Avec les événements révolutionnaires s'ouvre un nouveau chapitre de l'histoire de Quimper. La Révolution est traitée par Daniel Collet, documentaliste aux Archives du Finistère, le XIX<sup>e</sup> siècle est analysé par Marie-Thérèse Cloître maître de conférences à l'université de Bretagne occidentale et Claude Geslin professeur d'histoire à l'université de Haute-Bretagne, le XX<sup>e</sup> siècle par Alain Pennec professeur au lycée de Quimperlé et Lucien Le Cam. Cet ensemble, qui représente la moitié de l'ouvrage, est peut-être, davantage que les pages précédentes, marqué par les aspects politiques d'une ville qui a du mal à sortir de sa médiocrité — «petite ville douce à vivre» selon la belle expression de Julien Gracq — et qui réussit en fin de compte à s'intégrer dans la modernité contemporaine.

Durant la décennie 1789-1799, Quimper participe aux événements de la Révolution avec ses crises politiques, économiques et religieuses. La nouvelle municipalité remplace en janvier 1790 à la fois le comité permanent constitué en août 1789 et l'ancienne communauté de ville supprimée en novembre 1789. L'escalade révolutionnaire atteint son paroxysme avec le brulis des saints de la cathédrale

les 11 et 12 décembre 1793 et la condamnation des administrateurs du département guillotins à Brest le 22 mai 1794.

Deux décisions révolutionnaires vont conditionner le devenir de Quimper : en 1790 le chef-lieu du nouveau département est fixé à Quimper ; en 1791, la refonte des circonscriptions paroissiales induite par la Constitution civile du clergé remodèle considérablement le territoire communal de Quimper qui se replie sur sa partie urbanisée, augmentée des faubourgs de Locmaria et du Calvaire en Penhars. Le reste de Locmaria et Lanniron sont rattachés à Ergué-Armel ; une petite zone rurale passe à Ergué-Gabéric ; Crozon est réuni à Kerfeunteun ; Penhars s'agrandit aux dépens de Saint-Mathieu et de Pluguffan à qui elle prend la moitié de sa façade sur l'Odet, l'autre étant annexée par Plomelin. Dans ce territoire communal ainsi délimité se déroulent pendant 170 ans les événements qui aboutissent en 1960 à la fondation du grand Quimper par l'annexion à la commune de Quimper des communes de Kerfeunteun, Ergué-Armel et Penhars.

De 1821 à 1936, la population de Quimper double, passant de 9 400 à 18 800 habitants. La ville, petit chef-lieu excentré du département, démographiquement inférieur à l'autre préfecture, la maritime, reste longtemps la domaine des notables, propriétaires petits ou grands, constituant l'élite sociale et politique. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle les fonctionnaires se retrouvent aux côtés des négociants et industriels pour former la « société quimpéroise » qui, avec la moyenne et petite bourgeoisie, « constitue une petite société composite et vivante où se recrute le personnel politique de la région ». Marché rural et bourgeois, la ville bénéficie d'une politique de travaux qui confirme l'affectation au public des anciens biens des communautés religieuses. Une politique sociale se met en place sous la monarchie de Juillet. C'est l'époque où Quimper fait son « apprentissage politique », avant son ralliement à l'Empire et la stabilité du personnel politique qui en résulte, ici comme ailleurs. Fonctions administratives et commerciales se développent tandis qu'à la fin du siècle, en 1897, apparaît la première organisation ouvrière quimpéroise. Tout au long du siècle la ville poursuit sa rénovation architecturale : hôtel de ville en 1829, palais de justice en 1831, halles en 1847, flèches de la cathédrale en 1856, musée en 1872, lycée en 1886, caserne en 1887, théâtre en 1904, préfecture en 1909... L'histoire religieuse de Quimper reste active, voire agitée, les évêques étant confrontés au pouvoir politique et à ses initiatives. Quant à la vie culturelle et artistique, elle demeure comme aux siècles précédents le propre d'une élite.

Avec la guerre de 1914-1918, Quimper devient ville de cantonnement et hôpital. Les difficultés de la vie quotidienne, coût de la vie

et crise du logement, provoquent des grèves en 1919-1920 et surtout en 1923-1925. Les entreprises se développent : les conserveries Saupiquet emploient 300 personnes, les faïenceries de Locmaria 350 personnes. Le maire Théodore Le Hars (1903-1928) modernise le tissu urbain par le percement en 1925 d'un axe nord-sud (rue de Juniville) et la construction de la poste. On construit l'Odet-Palace en 1922 et l'église Sainte-Thérèse en 1932-1933. Les Fêtes de Cornouaille sont inaugurées en 1923, tandis que la transformation de l'art breton contribue à renouveler le style des faïences de Quimper. L'action des municipalités d'entre les deux guerres, composées de «modérés laïcs et bourgeois» est parfaitement analysée par Alain Pennec qui insiste sur le manque d'ambition des notabilités quimpéroises sur le plan départemental, «qui traduit peut-être un repli narcissique».

L'occupation allemande de 1940-1944 est l'objet d'une carte fort intéressante de l'implantation allemande dans la ville. Dès l'arrivée des réfugiés de 1939 et 1940, le pays vit dans la guerre. La Résistance s'implante en 1941 à Kerfeunteun ; la préfecture est incendiée le 5 août 1944 ; sur les 123 déportés, 66 ne reviennent pas.

Les élections politiques d'après guerre donnent le pouvoir au Mouvement républicain populaire, dans la logique de l'élection en 1936 d'un député de la démocratie populaire, Hervé Nader. De 1945 à 1960, le centre droit, démocratie chrétienne et gaullisme, dirigent une ville dont s'accroît le rayonnement économique, touristique et culturel. Une nouvelle percée nord-sud (boulevard Amiral Ronarc'h) à travers le quartier de la Palestine facilite les communications.

La grande question d'après guerre est la formation du grand Quimper c'est-à-dire la fusion de Quimper (192 ha) avec ses trois communes voisines, Ergué-Armel (3 356 ha) fervent partisan de la fusion dès 1944, et Penhars (1 502 ha), radicales et laïques, Kerfeunteun (3 216 ha), plutôt «réactionnaire» malgré une municipalité «républicaine» de 1919 à 1935 et réticente au projet jusqu'en 1959. Les élections du 28 février 1960 donnent la victoire à la gauche : Yves Thépot, ancien maire d'Ergué-Armel, devient le premier maire du grand Quimper. La gauche dirige la ville de 1960 à 1977 avant que la droite, avec Marc Bécam, ne la remplace de 1977 à 1989, date à laquelle la mairie revient au socialiste Bernard Poignant. En ce demi-siècle la population de l'agglomération a presque doublé, passant de 35 800 en 1936 à 62 500 en 1990.

Le dernier chapitre, dû à la plume de Lucien Le Cam, conduit le lecteur à une réflexion sur le devenir de Quimper à travers son développement récent. La création de 1962 à 1982 d'un bassin de vie

autour de Quimper grâce au maintien en bonne santé économique d'un maillage de villes moyennes et à un remarquable éventail de routes a permis d'accentuer le rôle administratif du chef-lieu, conforté par la décentralisation, et d'étendre sa fonction commerciale à l'ensemble de la Cornouaille. Sa fonction industrielle n'est d'ailleurs pas négligeable. Quant à sa vocation universitaire ou plutôt à la question de savoir si la ville, à la veille de la fusion, a refusé l'université, Lucien Le Cam répond qu'elle l'a acceptée plus tard puisqu'un I.U.T. y fut établi en 1969 et une annexe littéraire en 1970. Mais je pense, pour avoir vécu cette époque, que lorsque les Quimpérois se réveillèrent grâce notamment à Michel Quesnel, il était trop tard pour récupérer ne serait-ce que la faculté des Lettres ; madame Saunier-Seitè l'avait enracinée au sol brestois... Sur un plan plus général, économique et humain, Lucien Le Cam prône la collaboration des deux pôles de développement de la Basse-Bretagne, Quimper et Brest, garantie de survie pour chacun.

Depuis trente ans la ville a éclaté et est sortie de la vallée pour s'épauler sur les versants et les plateaux. A Créac'h Gwen au sud, la ville est projeté dans l'avenir ; à Lanniron sur les bords de l'Odet, Quimper renoue avec un passé millénaire.

Tout compte rendu — c'est la règle du jeu — comporte quelques relevés d'erreurs ponctuelles. Je me permets de signaler que Victor Le Gorgeu n'est pas préfet du Finistère à la Libération (p. 297), mais que du mois d'août 1944 à mars 1946 il est commissaire régional de la République en Bretagne ; il vient à Quimper le 20 août 1944 (p. 297) et non le 27 août (p. 296). Autre précision : de 1808 à 1815 le maire de Quimper (p. 339) est Jacques-Félix Calloc'h-Kerillis, qui avait déjà exercé cette charge en 1793-1794, et non Aimé-Désiré Calloc'h-Kerillis, son fils ; celui-ci, marié le 8 juillet 1807 à Marie-Josèphe de Miollis fille du préfet, reçut en cadeau de mariage de son beau-père le poste d'archiviste du Finistère, fonction qu'il exerça effectivement d'avril 1809 à décembre 1810 ; il devint maire de Clohars-Fouesnant et mourut à 37 ans le 5 décembre 1823.

En conclusion je voudrais insister sur les pages consacrées à l'architecture et à l'histoire de l'art en général à Quimper et dans les paroisses voisines, tant au Moyen Age que sous l'Ancien Régime ; elles me paraissent fort pertinentes car ces études du goût et de la technique sont utilement replacées dans leur contexte historique. De même je soulignerai l'intérêt et la qualité des 22 cartes de Quimper établies pour l'ouvrage et des 55 planches en couleurs placées hors-texte. Le volume comporte aussi 26 relevés, graphiques et tableaux et 85 photographies en noir dont quelques-unes un peu sombres.



*L'Histoire de Quimper* a paru dans la collection «Univers de la France», sous une présentation agréablement rénovée ; elle est coéditée par les Éditions Privat de Toulouse et la Société archéologique du Finistère. C'est un ouvrage qui lui fait honneur.

Jacques CHARPY

Louis CHAURIS, *Granites en Bretagne*, «Documents du Musée de la Pierre», fasc. 5, Maffle, 1994, 79 p., cartes et ill.

Louis Chauris s'est déjà fait connaître par plusieurs études parues dans des revues régionales ou nationales, études consacrées à l'origine de la pierre utilisée dans les constructions bretonnes. Le présent ouvrage publié par «Les amis du Musée de la Pierre» à Maffle dans la région de Mons en Belgique risquait injustement de passer inaperçu en Bretagne. Là, deux gisements granitiques d'importance inégale, aujourd'hui abandonnés ou quasiment, sont analysés dans leur structure avant que ne soient décrites l'aire et la nature de l'utilisation de leurs produits. C'est tout d'abord le vaste massif de Plouaret-Trégor dont les carrières furent dispersées de Bégard au Ponthou et à Guerlesquin et de Ploubezre à Lanvellec. Compte rendu des faciès différents des pierres extraites, celles-ci connurent des utilisations différentes : les diorites de Lanvellec furent recherchées pour l'art funéraire alors que la granodiorite de Bégard ou le granite du Ponthou ont été aptes à fournir de gros blocs depuis les mégalithes jusqu'aux monuments aux morts de la guerre 1914-1918. Le second gisement, beaucoup plus limité, est celui du granite blanc de Trégana, en bordure de l'Océan près de la pointe Saint-Mathieu. Souvent extrait sur l'estran, donc de transport aisé par mer, relativement facile à façonner, il a été utilisé pour des stèles de l'âge du fer mais à faible distance car il était déjà concurrencé par des gisements voisins même plus lointains tel celui de l'Aber-Ildut. Plus tard, dans un rayon d'une quinzaine de kilomètres, il servit à la construction de près d'une vingtaine d'églises et de chapelles, toujours dans une porportion mineure, réservé en particulier aux encadrements. Dans la même zone, on le retrouve employé dans à peu près autant de châteaux et de manoirs. Enfin, il a servi dans les meurtrières et les escaliers ou a fourni les pierres d'angle des forts les plus anciens de la rade de Brest avant d'être là aussi concurrencé par le granite de l'Aber-Ildut. Il y eut donc à Trégana une activité durable d'extraction qui jusque-là n'avait pas été révélée et qui prit fin pour des raisons encore inconnues.